



## Triennale 2022 de l'ADEA

### NOTE CONCEPTUELLE DU SOUS-THÈME

#### Sous-thème 4

#### Réinventer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique

##### A. Contexte

La Triennale de l'éducation de l'ADEA est l'un des forums de haut niveau les plus importants d'Afrique pour le dialogue politique, le partage des connaissances et les expériences fructueuses. Elle se concentre sur des thèmes critiques qui transforment les systèmes éducatifs africains pour un développement social et économique durable. À travers la Triennale, l'ADEA encourage les interactions continentales, régionales et transnationales en faveur de l'apprentissage par les pairs et de l'échange de connaissances.

La Triennale 2022, dont le thème est *"Réfléchir à l'impact de COVID-19 sur les systèmes éducatifs africains, et comment renforcer la résilience pour soutenir le développement des compétences pour le continent et au-delà"*, fait suite aux deux premières organisées à Ouagadougou et Dakar en 2012 et 2017. Il est structuré autour des priorités clés de l'Afrique, constituant les quatre sous-thèmes de l'apprentissage fondamental, de l'impact de COVID-19 sur les systèmes éducatifs du continent en termes de réponses politiques et pratiques, de l'adéquation entre la demande et l'offre dans le développement des compétences techniques et professionnelles, et de la réinvention de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique.

La technologie, et en particulier la numérisation, est une composante essentielle de la quête actuelle pour reconstruire des systèmes éducatifs plus résistants pour le continent. Elle recoupe donc les quatre sous-thèmes, en plus des thèmes transversaux que sont le genre, l'équité, l'inclusion et le changement climatique.

Dans le cadre de l'accélération des progrès vers l'ODD 4 - et le CESA 16-25 pour l'Afrique, le Secrétaire général de l'ONU organise un Sommet de la transformation de l'éducation (TES) à New York en septembre 2022. L'objectif est de rallier les acteurs de l'éducation pour qu'ils s'engagent à "mobiliser l'action, l'ambition, la solidarité et les solutions". Cette démarche est essentielle pour transformer l'éducation au cours de la période restante, et au-delà, pour l'ODD4 et le CESA 16-15. Les résultats de la TES (engagements renouvelés, engagement public accru, résumé et appel à l'action) seront diffusés et discutés plus en détail lors de la Triennale ADEA 2022 à Maurice en octobre.

Le développement de l'Afrique passe par un système d'enseignement supérieur et de recherche qui joue un rôle clé dans les stratégies de croissance économique basées sur la connaissance, contribue à la constitution du capital humain, soutient l'innovation et valide les connaissances scientifiques. Bien que certains pays aient adopté des structures de gouvernance de l'enseignement supérieur et initié des innovations dans la formation (universitaire, professionnelle) avec une diversification de la qualité, ces efforts sont clairement insuffisants. Ce déficit est lié aux méthodes et aux limites de financement et, surtout, au manque d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des ressources.

La recherche reste pauvre, en tant que priorité, dans les politiques de nombreux pays africains, les infrastructures, l'équipement, le personnel et le financement étant davantage ciblés. La contribution

de l'Afrique dans le diagnostic et la recherche de vaccins contre la pandémie de COVID-19 a été comparativement minime, ne représentant que 1% des résultats de la recherche dans le monde, selon la Banque mondiale (2020). En outre, il existe un décalage entre la recherche existante et les domaines de besoins potentiels dans lesquels les résultats de la recherche peuvent être appliqués. Par exemple, peu de recherches sont menées sur le continent dans les domaines des STEM, ne représentant que 29 % de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2014).

## **B. À propos du sous-thème**

L'innovation permettrait à l'Afrique de franchir des étapes de développement tout en créant les emplois dont elle a besoin. Le secteur numérique permet d'envisager des solutions disruptives pour les jeunes dans certains secteurs et domaines clés, comme le développement de plateformes éducatives numériques et dans les centres de santé à distance.

En outre, la recherche en Afrique reste à un niveau faible, comme en témoigne l'absence du continent dans le diagnostic et la recherche de vaccins contre la pandémie de COVID-19, où il n'a contribué qu'à 1 % des résultats de la recherche dans le monde, selon la Banque mondiale (2020). Bien que la recherche menée par l'Afrique reste faible, elle a le potentiel de surmonter les défis et de conduire à une meilleure transformation économique en Afrique.

L'élaboration ou la réforme de politiques appropriées qui encouragent la recherche nationale peut s'inspirer de l'expérience de situations telles que la pandémie de COVID-19 qui a eu un impact négatif sur les établissements d'enseignement supérieur. Cette situation a mis en lumière des problèmes anciens et nouveaux, tels que le manque de mobilité nationale et internationale, la réduction de la progression de la carrière, la limitation de la mise en réseau et les contraintes financières des institutions qui ont limité leur expansion. Les interventions comprennent l'octroi de bourses pour améliorer l'accès des jeunes à l'enseignement universitaire, la résolution des problèmes de transition vers l'enseignement supérieur et la création d'un écosystème de connaissances pour l'éducation.

L'Afrique doit donc améliorer la gouvernance de la recherche nationale, promouvoir la recherche menée par les Africains et adapter les résultats de la recherche à ses besoins et à ses priorités. L'élaboration de politiques appropriées pour les systèmes de recherche nationaux et la garantie qu'ils disposent des capacités et des moyens nécessaires à la coordination et à la collaboration sont également des interventions essentielles. Il est également important d'identifier des options de financement innovantes et alternatives qui peuvent être utilisées pour étendre les mécanismes d'enseignement et d'apprentissage de niveau supérieur. L'implication des partenaires dans cette entreprise est essentielle. Cette participation peut prendre la forme d'un apport de ressources pour soutenir des institutions telles que les centres d'excellence africains, afin de répondre aux besoins identifiés en matière de manque de personnel universitaire qualifié et de faiblesse des liens avec l'industrie.

Ce sous-thème examinera les facteurs, les conditions et les moteurs qui favorisent la recherche menée par l'Afrique, et s'interrogera sur le rôle des différents acteurs, y compris les centres d'excellence existants sur le continent. L'objectif est d'enrichir le discours et de mettre en évidence les réalisations et les innovations dans la mise en œuvre des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui peuvent être reproduites ailleurs.

### **Objectifs spécifiques :**

1. Partager les connaissances et les preuves concernant les politiques et la gouvernance qui favorisent la recherche menée par les Africains et alignée sur les besoins et les priorités nationales.

2. Identifier les exemples et les leçons d'une coordination et d'une collaboration réussies qui ont permis un meilleur accès et un enseignement de qualité dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.
3. Explorer les facteurs qui permettent à la recherche d'avoir un impact positif sur l'agriculture et l'industrie alimentaire en Afrique, les compétences requises pour produire une main-d'œuvre qualifiée pour l'industrie, et les moyens efficaces de tirer parti de la technologie pour soutenir la productivité et la compétitivité.
4. Interroger le rôle des différents acteurs, y compris les universités et les institutions de recherche, dans la promotion de l'utilisation des terres et de la valeur ajoutée dans le cadre de la limitation de la dépendance aux importations.

### **Résultats escomptés :**

1. Une meilleure connaissance et appréciation des politiques et de la gouvernance qui favorisent la recherche menée par les Africains et alignée sur les besoins et priorités nationaux.
2. Compréhension partagée des mécanismes de coordination et de collaboration réussis pour améliorer l'apprentissage et la recherche dans l'enseignement supérieur.
3. Clarté sur les facteurs clés, les compétences en matière de recherche, la manipulation et l'utilisation des technologies pour promouvoir l'agriculture et l'industrie alimentaire en Afrique.
4. Les stratégies de partenariat dans la recherche qui peuvent promouvoir efficacement l'utilisation des terres et la valeur ajoutée pour contribuer au développement économique national.

## **C. Storyline**

L'ODD4 mondial, le CESA 16-25 de l'UA, le plan stratégique 2018-2022 de l'ADEA, le STISA 2024 de l'UA et l'Agenda 2063 de l'Afrique illustrent tous la volonté manifeste d'établir un écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation réactif qui permettrait aux pays d'assurer leur compétitivité et leur croissance. En effet, dans un monde caractérisé par une économie essentiellement fondée sur la connaissance, des ressources humaines bien formées et hautement qualifiées sont la clé du développement durable. Il est désormais reconnu que l'éducation, en particulier l'enseignement supérieur, est essentielle pour la croissance économique, la création d'emplois, la compétitivité sur le marché mondial, la revitalisation socioculturelle et l'amélioration du niveau de vie des populations. Pour réussir dans ces domaines, les pays doivent réaliser des investissements substantiels et intelligents dans divers domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique afin de former des professionnels qualifiés de haut niveau et une main-d'œuvre technique capable de répondre aux besoins du développement.

Le partage des connaissances et des preuves et l'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique doivent être la priorité et l'axe principal pour s'assurer que les institutions fournissent plus d'accès et un enseignement de qualité aux étudiants ; et peuvent produire des connaissances pertinentes et innovantes pour améliorer la transformation économique en Afrique. En Afrique subsaharienne, la croissance économique moyenne de 4,5 % par an entre 2000 et 2018 n'a permis d'augmenter le PIB par habitant que de 1,7 % par an. En effet, la croissance démographique de 2,8% a absorbé 62% de la croissance économique (Vie Publique, 2021). La part croissante des jeunes dans la population africaine est une réalité : 60% des Africains ont moins de 24 ans. D'ici 2030, on estime que 30 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail, soit les trois quarts des jeunes du monde. Cet écart entre l'offre et la demande risque de se creuser si rien n'est fait, créant des situations de grande précarité et de chômage dans certaines régions. Il s'agit d'un problème récurrent dans toute l'Afrique - en Afrique du Nord, 30% des jeunes et près de 55% en Afrique subsaharienne sont déjà considérés comme inactifs (ID4D, 2021).

Les principaux problèmes de l'enseignement supérieur concernent l'environnement d'enseignement et d'apprentissage inapproprié ; la capacité et la non-modernisation du système d'enseignement supérieur (infrastructures peu nombreuses et obsolètes) ; le niveau insuffisant du personnel enseignant qualifié ; le peu de cours professionnels dans le domaine des STEM - ce qui rend difficile l'amélioration de l'employabilité et de l'intégration des diplômés apprentissage à distance sous-développé (formation inadéquate des enseignants à la maîtrise des technologies éducatives, manque d'offres d'apprentissage à distance avec des normes de qualité internationales pour améliorer l'accès et la qualité des infrastructures TIC) ; difficulté à combiner les différents types de connaissances dans la formation et la recherche pour développer des compétences transversales et exposer les étudiants à des environnements innovants et multidisciplinaires ; et faible gouvernance de la recherche nationale et absence de structures nationales pour la promotion et le transfert des résultats de la recherche.

Au niveau mondial, et particulièrement pour l'Afrique, le plus grand défi est d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur tout en assurant la qualité de la formation. L'enseignement supérieur en Afrique est également marqué par la surpopulation des étudiants dans l'espace universitaire et l'insuffisance et le manque de formation du personnel enseignant et de recherche. Depuis deux ans, la crise de la pandémie du COVID-19 a considérablement perturbé les systèmes éducatifs, aggravé la qualité de l'enseignement et réduit significativement le nombre d'heures de cours. Par ailleurs, la plupart des recherches menées en Afrique concernent l'agriculture et les sciences de la santé, comme le VIH/SIDA, le paludisme, l'épidémie d'Ebola et plus récemment la pandémie de COVID-19.

La fracture numérique continue de se creuser, une situation qu'il convient d'enrayer puisque l'enseignement supérieur continuera de s'appuyer sur la technologie numérique à l'avenir, notamment pour accroître l'accès des groupes vulnérables. L'amélioration de la qualité des systèmes d'enseignement supérieur en Afrique nécessite une plus grande interaction entre les gouvernements, les partenaires du développement et les acteurs du secteur privé, soutenue par des stratégies numériques, des outils et des politiques réglementaires nationales qui soutiennent la mise en œuvre de systèmes d'assurance qualité, accélèrent l'adoption du changement et fournissent un investissement financier à long terme. Il est essentiel d'investir dans des partenariats à long terme, multi-niveaux et multi-parties prenantes. Ces partenariats fournissent l'impulsion nécessaire à la transformation numérique des universités et ont un impact profond sur l'expérience des étudiants.

En ce qui concerne le financement des systèmes d'enseignement supérieur, il est nécessaire de sortir des modèles de financement traditionnels et de s'adresser aux philanthropes et au secteur privé. D'autres moyens créatifs consistent à tirer parti de l'engagement des anciens élèves, à s'associer à des partenaires stratégiques et à créer des pôles d'innovation au sein des universités dans le cadre de l'implication des communautés dans les institutions. Il s'agit en outre d'encourager la connexion interuniversitaire en termes de partage des ressources en tirant parti de la puissance des réseaux. Pour soutenir le renforcement des capacités des ressources humaines dans les établissements d'enseignement supérieur, tant publics que privés, il convient d'établir des liens plus étroits avec les initiatives existantes afin de ne plus travailler en vase clos, de soutenir les chercheurs en début de carrière et de former les superviseurs et les dirigeants. Le lobbying pour l'accès aux ressources doit avoir une portée nationale et ne pas être spécifique aux universités individuelles. En outre, les institutions doivent mettre en place des centres de ressources locaux afin d'assurer un suivi et un accompagnement permanents, dans le cadre de la résolution des problèmes et de la mise en œuvre des solutions. Enfin, l'adoption d'une approche systémique est nécessaire pour atteindre tous ces objectifs tout en exploitant l'énergie et la dynamique générées et en renforçant la collaboration à tous les niveaux entre les universités, avec les décideurs politiques et le secteur privé. Les solutions doivent être élaborées de manière réfléchie, en plaçant la durabilité au centre.

Placer la recherche et l'innovation au centre de la réponse nationale aux défis économiques et environnementaux nécessite une certaine réflexion. Il existe plusieurs façons innovantes d'aider les gouvernements à apprécier et à investir dans la recherche et le développement. L'une d'entre elles

consiste à concentrer le soutien sur l'amélioration de l'éducation, de la formation et de la recherche appliquée au niveau post-universitaire dans des domaines prioritaires clés tels que les STIM. Cela peut se faire en fournissant des ressources d'apprentissage aux institutions basées sur les STEM ainsi que des cours de courte durée pour les professionnels de l'industrie. Les parties prenantes pourraient également aider les gouvernements à mettre en place un environnement politique et réglementaire propice à une plus grande implication du secteur privé dans la co-crédation d'innovations, et à se concentrer davantage sur la recherche appliquée.

## **D. Questions d'orientation**

1. Avons-nous des preuves de l'existence de politiques et de systèmes de gouvernance qui se concentrent délibérément sur la promotion de la recherche nationale initiée et dirigée par les Africains ? Dans quelle mesure les résultats de ces recherches ont-ils répondu aux besoins et aux priorités de développement de la communauté ?
2. Quels sont les facteurs de réussite qui ont permis d'augmenter les inscriptions et l'utilisation de la recherche scientifique dans les établissements d'enseignement supérieur ?
3. Outre la main-d'œuvre qualifiée et la technologie, quels sont les autres facteurs clés qui peuvent permettre, ou ont permis, à la recherche d'avoir un impact positif sur l'agriculture et l'industrie alimentaire en Afrique ?
4. Comment les différents acteurs de l'espace de l'enseignement supérieur peuvent-ils jouer efficacement leur rôle pour promouvoir l'utilisation des terres et la valeur ajoutée, dans le cadre de la limitation de la dépendance aux importations, et éviter les doubles emplois et la concurrence inutile ?

## **E. Structure**

- Chaque session en petits groupes discutera d'un sous-thème spécifique, ou d'un thème transversal, avec un modérateur et un rapporteur.
- Le modérateur présentera la session et sa structure. Il y aura une courte présentation principale suivie d'une réponse du décideur politique (ministre).
- Le modérateur présentera ensuite le panel de 4 personnes et fera participer le panel sur la base des questions ci-dessus.
- Cette session sera suivie d'un échange entre le public et les panélistes, après quoi le modérateur conclura la session en soulignant les principaux messages / points à retenir, en liaison avec le rapporteur, qui seront présentés en plénière lors de la session de compte rendu.